



Actualités AT-MP 2026

**A jour des LFSS pour 2026 et 2025, des dernières
modifications réglementaires et de la jurisprudence**

Jeudi 16 avril 2026

Paris ou connecté à distance en live

De 9h00 à 16h00

Avec les interventions de :

Caroline CANAVESE,

Avocat associée, Chammas & Marcheteau

Coline BIED-CHARRETON,

Avocat associée, Chammas & Marcheteau

Un représentant de la DSS/CNAM/Carsat
(à confirmer)

La journée sera animée par Rachel BRUNET,
Directrice adjointe des rédactions de la presse sociale

Projet de programme

Quelle politique mener pour prévenir les AT-MP ?

- Une obligation générale de prévention des risques professionnels qui implique de :
 - o Se doter d'outils pour identifier, évaluer et prévenir les risques : DUERP, PAPRIACT, plans de prévention, entretien professionnel, visite médicale...
 - o De mettre en place des mesures de prévention adaptées
 - o D'informer et former les salariés sur les risques et les mesures de prévention
 - o D'associer les représentants du personnel à la démarche de prévention et se saisir des opportunités du dialogue social
 - o S'appuyer sur les acteurs de la santé au travail et les aides financières dédiées à jour des dernières adaptations réglementaires
- Des problématiques particulières : recours à la sous-traitance et à des micro-entrepreneurs, réchauffement climatique...

La montée en puissance des pathologies psychiques : comment les prendre en compte et prévenir leur apparition ?

- Organisation du travail, charge de travail, management... : les facteurs de risques spécifiques.
- Conditions et cadre de reconnaissance : illustrations jurisprudentielles.
- Risques de contentieux en droit du travail / en droit de la sécurité sociale.

De la déclaration d'un AT-MP à sa reconnaissance : avoir les bons réflexes et maîtriser la nouvelle procédure de reconnaissance des MP en 2026

- Quels réflexes adopter lors de la déclaration AT-MP ?
- Comment motiver ses réserves, dans quel délai ? Exemples de formulations.
- Comment se déroule la phase d'instruction : délais, investigations de la CPAM, notifications de la décision, saisine du CRRMP...
- Que faire en cas de décision implicite de reconnaissance ?
- Une procédure de reconnaissance des maladies professionnelles révisée : les apports de la LFSS pour 2026
- Rechutes : une procédure spécifique
- Les récentes jurisprudences
 - o Maladie professionnelle : la remise en cause du principe du contradictoire en cas de saisine du CRRMP
 - o Point de départ du délai de consultation du dossier devant le CRRMP
 - o Présomption d'imputabilité
 - o Secret médical...

Les évolutions des modalités de réparation des AT-MP : comment maîtriser les conséquences financières ?

- Indemnisation duale (professionnelle et personnelle) : entrée en vigueur décalée de la réforme de quelques mois en 2026, conséquences sur le montant moyen des rentes, sur la faute inexcusable, nouveaux enjeux contentieux
- Encadrement de la durée des arrêts de travail : quels impacts ?
- Limitation de la durée de versement des IJSS : les nouvelles règles pour les sinistres intervenant à compter du 1^{er} janvier 2027
- Répartition des compétences entre la juridiction prud'homale et la juridiction de la sécurité sociale

Faute inexcusable : une jurisprudence en pleine expansion

- Les tendances jurisprudentielles
- Des conséquences financières considérables !
- Les moyens de se prémunir

Tarification : dernières évolutions réglementaires et jurisprudentielles

- Travail temporaire : évolution de la répartition des coûts entre les ETT et les entreprises utilisatrices. Le point sur le décret du 5 juillet 2024 applicable dès le 1^{er} janvier 2026. Quels effets attendus ? Une réforme à deux vitesses selon la taille de l'entreprise utilisatrice ?
- Conditions d'imputation au compte spécial en cas d'exposition dans des établissements relevant d'entreprises différentes
- Contestation du taux de cotisation AT-MP et conditions d'application du délai de forclusion

Protection contre le licenciement des victimes d'AT-MP : les précisions des juges.

Tout au long de la journée, des temps de questions/réponses seront proposés aux participants

Les plus pédagogiques :

- Illustrations par des situations concrètes des experts intervenants
- Des temps d'échanges seront proposés tout au long de la journée

Vous êtes concernés :

- Directeur et Responsable RH
- Directeur juridique et Juriste d'entreprise
- Responsable et gestionnaire paie
- Dirigeant d'entreprise
- Préventeur, Responsable santé/sécurité
- Elu du personnel
- Avocat
- Expert-comptable

Objectifs :

- Identifier le cadre légal des AT/MP et les évolutions 2025-2026
- Sécuriser la gestion des dossiers
- Mesurer les impacts financiers et contentieux
- Anticiper les risques de faute inexcusable et renforcer la prévention

Pré-requis :

Pas de pré-requis nécessaire

Support pédagogique :

Transmission du support d'intervention par voie dématérialisée

Validation de la formation :

Synthèse évaluation adressée à chaud et à froid